

## Habitat III, Quito, 17 – 20 octobre 2016

### Conférence de l'ONU sur le logement et le développement urbain durable

#### Rapport de la délégation

##### Résumé:

*La conférence de l'ONU sur le logement et le développement urbain durable (Habitat) a eu lieu pour la troisième fois cette année, 40 resp. 20 ans après les conférences Habitat I (1976) et Habitat II (1996). Alors qu'Habitat I et II s'étaient principalement concentrées sur le logement, Habitat III visait la durabilité urbaine dans les trois dimensions de l'économie, des affaires sociales et de l'environnement. La conférence a ratifié le New Urban Agenda, une vision globale et d'application universelle pour le développement urbain durable. Ce New Urban Agenda confirme l'approche du développement urbain intégré que la Suisse poursuit d'ores et déjà. Avec une offre record de manifestations, la conférence était l'occasion pour la délégation suisse, qui a affiché une présence visible en participant activement à de nombreux événements, de pratiquer un échange intense d'idées et d'entretenir des contacts de manière ciblée.*

#### 1. Évaluation générale et signification pour la Suisse

20 ans après la dernière conférence mondiale sur l'habitat, Habitat III a accordé une place primordiale au développement urbain durable dans l'Agenda mondial. La taille de la conférence, avec des **centaines de manifestations accessoires et 30 000 participants**, souligne l'importance que divers acteurs accordent à la tendance de l'urbanisation. Il faut toutefois le mettre en contraste avec la présence plutôt faible des gouvernements, notamment du nord de la planète, qui s'est reflétée par la **couverture très modeste dans les médias occidentaux**. Les acteurs non-étatiques étaient donc majoritaires. La participation de nombreuses autorités locales et urbaines était réjouissante et significative. Le secteur privé n'était guère présent et a été mentionné principalement en relation avec les questions du financement du développement urbain.

La ratification du document final de la conférence, le *New Urban Agenda*, montre qu'il y a désormais un **consensus sur les objectifs supérieurs du développement urbain durable**. Une telle vision commune n'existait pas encore lors de la conférence antérieure à Istanbul il y a 20 ans.

La vision d'un développement urbain inclusif, solide et durable, qui est ancrée dans le *New Urban Agenda*, est déjà majoritairement mise en œuvre en Suisse. Ainsi, les villes suisses se distinguent aujourd'hui déjà, p. ex par des processus participatifs dans le développement urbain, elles promeuvent l'accès à des logements abordables, elles prennent des mesures pour endiguer le changement climatique et promeuvent un développement économique inclusif et durable.

En ce qui concerne la coopération internationale de la Suisse, Habitat III a souligné l'importance de **l'urbanisation inclusive et durable comme indicateur de la réduction de la pauvreté dans le monde et du développement durable**. Alors que les villes, et notamment le développement urbain durable, les villes résistantes au climat et aux catastrophes, ainsi que la mobilité urbaine, sont déjà l'une des priorités stratégiques de la collaboration au développement du SECO, la DDC n'est jusqu'ici active que ponctuellement par des programmes et des projets dans les villes. Il convient de souligner particulièrement les domaines du changement climatique, la formation professionnelle, la gouvernance et la migration. En raison de l'urbanisation globale rapide, qui a lieu à 95 % dans les pays en développement, la DDC est actuellement en train de redéfinir son engagement futur dans l'espace urbain.

#### 2. Position de la Suisse

La Suisse salue le *New Urban Agenda* comme vision commune pour un développement urbain durable dans les trois dimensions (environnement, économie, affaires sociales), qui souligne également

l'importance de l'égalité entre les sexes. Par la **participation d'une représentante de l'Union des villes suisses** dans la délégation officielle suisse, la Suisse a souligné l'importance des villes en tant qu'acteurs clés dans la mise en œuvre de l'Agenda.

La délégation suisse s'est prononcée dans plusieurs prises de position sur les différents contenus du *New Urban Agenda*. **La Suisse a ainsi illustré ses approches** et a en même temps pu signaler des **activités qui contribuent d'ores et déjà au développement urbain durable**. À titre d'exemple, la Suisse s'engage au niveau international pour la reconnaissance du rôle fondamental des villes dans la conception de la politique migratoire et la création de conditions cadres locales favorables pour l'intégration et l'autonomie des migrants. Dans le domaine du changement climatique, la Suisse soutient les villes dans l'aménagement du territoire et la gestion de l'énergie, qui réduisent les conséquences nocives sur l'environnement. En promouvant les transports publics et les bâtiments présentant une efficacité énergétique élevée, la Suisse contribue aussi à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution de l'air. Dans le domaine des finances publiques, la Suisse soutient la gestion efficace des fonds publics et notamment la gestion durable des dettes.

Dans ses interventions, la Suisse a également souligné le **caractère universel du New Urban Agenda** et a identifié des **défis** concrets en Suisse, comme notamment l'enraiment des conséquences négatives potentielles sur l'environnement de la consommation élevée d'énergie dans les bâtiments ou l'étalement urbain.

### 3. Appréciations des thèmes principaux

Cohérence et lien avec l'Agenda 2030: Il y a eu unanimité à la conférence sur l'importance d'un **lien efficace** entre la mise en œuvre du **New Urban Agenda et de l'Agenda 2030** pour le développement durable. Il est particulièrement à saluer que les rapports sur la mise en œuvre du *New Urban Agenda* ont pu être planifiés de sorte que le premier rapport soit élaboré à temps avant le *High Level Political Forum* 2018, qui discutera de la mise en œuvre de l'objectif 11 (villes durables).

Développement urbain durable, logement abordable et financement sub-national: Les défis dans ce domaine et le **besoin de réponses intégratives et participatives** étaient l'un des thèmes principaux de la conférence. La Suisse a pu présenter différents projets de coopération internationale sur le sujet du développement urbain intégré et signaler des approches nationales pertinentes qui ont eu du succès, comme notamment la collaboration réussie entre les pouvoirs publics et les organisations de construction de logements d'utilité publique.

Changement climatique: Dans les négociations du *New Urban Agenda*, la Suisse s'est engagée avec succès pour un **ancrage adéquat des sujets du changement climatique, de l'efficacité énergétique, de la pollution de l'air et de la résilience aux catastrophes dans le texte**. Il y a unanimité que ces thèmes doivent être abordés ensemble dans le cadre d'une définition intégrale de la résilience, qui inclut la dimension écologique, sociale et économique. La Suisse a pu **présenter plusieurs projets** sur ce thème dans le cadre de *Side Events*.

Migration: La migration – et ses synergies avec le développement durable – a été établie comme un thème important par Habitat III, à la différence des conférences antérieures. **L'importance de la migration dans le cadre du développement urbain est reflétée de manière détaillée dans le New Urban Agenda**, aussi grâce à l'engagement de la Suisse. Le *New Urban Agenda* concrétise ainsi les promesses faites au sujet de la migration dans le contexte urbain par l'Agenda 2030. Là encore, le grand défi sera la mise en œuvre concrète de cette vision positive, d'autant plus que cette vision subit toujours la pression de la politique migratoire globale réelle.

Égalité entre les sexes: Le rôle des femmes pour le développement urbain durable a été souligné lors de différentes manifestations, notamment par des maires connues telles que Tri Rismaharini de Surabaya, Indonésie, ou Ada Colau de Barcelone, Espagne. À côté de la Suisse, le Canada et la Suède ont particulièrement souligné **l'importance de l'égalité des sexes pour le développement urbain durable** lors du débat plénier.

#### **4. Appréciation selon la perspective de l'Union des villes suisses**

Un des sujets importants de la conférence était la **disparité entre les négociations** et les directives ou les programmes et déclarations d'intention au **niveau international** (entre les États dans le cadre de l'ONU) **et la mise en œuvre** exigée et prévue **au niveau local** (c'est-à-dire dans les villes). Les villes et les communes doivent aborder les problèmes et les questions qui surviennent concrètement sur place et trouver des solutions sans avoir un droit de co-décision ou du moins de participation pour la définition des défis au niveau supérieur. Cette disparité inhérente au système se ressent aussi de plus en plus dans le système fédéral de la Suisse et est mentionnée de plus en plus clairement dans les discussions nationales et tripartites, notamment par les grandes villes. Lors de l'Habitat III, elle a été mentionnée à de nombreuses reprises par tous les maires et syndics de tous les continents et étayée par des exigences, parfois claires et nettes, de participation, notamment sur les questions des droits de construction, de la répartition des terres, de la planification des infrastructures et de l'autonomie financière.